

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 23 janvier 2017

Direction des finances

7 2016.RRGR.625 Motion 131-2016 Bhend (Steffisbourg, PS) Suppression des déductions fiscales automatiques injustifiées

N° de l'intervention: 131-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 08.06.2016
Déposée par: Bhend (Steffisbourg, PS) (porte-parole)
Wyss (Wengi, UDC)
Kipfer (Münsingen, PEV)
Köpfli (Berne, plv)
Etter (Treiten, PBD)
Pfister (Zweisimmen, PLR)
Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1284/2016 du 16 novembre 2016
Direction: Direction des finances

Suppression des déductions fiscales automatiques injustifiées

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter la loi sur les impôts de manière à exclure les déductions sociales au sens de l'article 40 injustifiées qui ont une incidence fiscale uniquement sous forme de déductions fiscales (p. ex. assainissement d'un immeuble ou rachats LPP).

Développement :

Les déductions fiscales prévues par la loi sur les impôts ont pour but d'alléger la facture fiscale des personnes peinant à payer leurs impôts en raison de leur bas salaire.

Or les déductions sociales figurant à l'article 40, alinéa 7 s'appliquent également lorsqu'un contribuable peut faire valoir au préalable assez de déductions dans sa déclaration d'impôt.

Cela a pour effet, par exemple, qu'un propriétaire foncier au bénéfice d'un revenu dépassant 200 000 francs et faisant valoir des déductions au titre de frais d'entretien pour cause d'assainissement de son bien immobilier peut bénéficier d'une déduction sociale pour revenus particulièrement bas. Il en va de même pour les rachats LPP.

Ces pratiques sont proprement choquantes, d'où la nécessité de corriger le tir dans la loi. Au moment de la modifier, il convient de veiller à ce que les déductions sociales se fondent en premier lieu sur le revenu net (revenu brut après déduction des cotisations aux assurances sociales) et que la prise en compte du revenu déterminant reste l'exception.

S'agissant des immeubles à usage commercial, la déduction au titre des frais d'entretien à faire valoir dans les formulaires 9 et 10 sous la rubrique « Informations complémentaires » doit être ajoutée au revenu provenant d'une activité lucrative indépendante jusqu'à concurrence de la déduction forfaitaire ordinaire.

Réponse du Conseil-exécutif

Aux termes de la loi bernoise sur les impôts (LI, RSB 661.11), les personnes de condition modeste peuvent prétendre à une déduction sociale supplémentaire. Le montant de cette déduction dépend de la situation personnelle du contribuable et tient compte de son revenu et de sa fortune imposables, ainsi que de sa situation familiale concrète (nombre d'enfants). L'aménagement de cette déduction est donc complexe. Voici la teneur des alinéas de l'article 40 LI qui la règlent :

⁶ Les personnes physiques taxées à titre indépendant dont le revenu à prendre en compte n'excède pas 15 000 francs peuvent déduire 1 000 francs. Cette déduction est augmentée de 500 francs pour

chaque enfant pour lequel la personne contribuable a droit à la déduction prévue au 3^e alinéa; elle est diminuée de 150 francs par tranche de revenu supplémentaire de 2 000 francs. Le revenu à prendre en compte se compose

- a du revenu imposable sans cette déduction et
- b de dix pour cent de la fortune imposable.

⁷ Les époux vivant en ménage commun dont le revenu à prendre en compte n'excède pas 20 000 francs peuvent déduire 2 000 francs. Cette déduction est augmentée de 500 francs pour chaque enfant pour lequel la personne contribuable a droit à la déduction prévue au 3^e alinéa; elle est diminuée de 300 francs par tranche de revenu supplémentaire de 2 000 francs. Le revenu à prendre en compte est défini au 6^e alinéa.

Pour les auteurs de la présente motion, il est choquant que des personnes jouissant d'une bonne situation financière puissent aussi prétendre à cette déduction sociale lorsque leur revenu imposable est bas, par exemple après déduction de frais d'entretien immobilier ou de rachats du deuxième pilier.

Les inquiétudes des motionnaires sont certes compréhensibles. La déduction de frais d'entretien immobilier ou de rachats du deuxième pilier, etc. peut effectivement avoir pour conséquence que même des personnes réalisant en principe un revenu élevé déclarent un revenu imposable bas pour une année fiscale donnée. L'octroi de la déduction pour revenu modeste n'est toutefois pas uniquement subordonné à la déclaration d'un revenu imposable modique. Il est également tenu compte de la fortune puisque dix pour cent de celle-ci sont pris en compte pour déterminer le revenu à prendre en compte. En conséquence, les personnes jouissant d'une bonne situation financière ne peuvent **jamais** bénéficier de la déduction pour revenu modeste.

Concrètement, cela signifie que,

- lorsque la fortune imposable est supérieure à 320 000 francs pour les contribuables sans enfants et à 410 000 francs pour les contribuables ayant deux enfants, la déduction pour revenu modeste est en tout cas exclue ; cela vaut tant pour les personnes seules que les personnes mariées ;
- lorsque la fortune imposable est inférieure aux chiffres ci-dessus, la déduction pour revenu modeste est accordée uniquement lorsque le revenu imposable (avant cette déduction) cumulé avec dix pour cent de la fortune imposable est inférieur à 32 000 francs pour les contribuables sans enfants et à 41 000 francs pour les contribuables ayant deux enfants. La situation financière des intéressés doit donc être effectivement modeste l'année fiscale considérée du fait des dépenses engagées (entretien immobilier ou rachat). Si c'est le cas, leur revenu imposable se détermine compte tenu de la déduction supplémentaire pour revenu modeste. La déduction varie de 50 à 3 000 francs maximum (pour les contribuables ayant 2 enfants) en fonction de la situation, ce qui donne une économie d'impôt allant de zéro à environ 550 francs au plus.

Le Conseil-exécutif considère que la réglementation de la loi sur les impôts donne des résultats appropriés. Il n'y a aucune raison de faire des distinctions selon la déduction opérée. Pour ces motifs, il propose de rejeter la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 7, der Motion von Grossrat Bhend, «Automatismus von ungerechtfertigten Sozialabzügen bei den Steuern beseitigen». Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Zuerst hat der Motionär das Wort.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Im Ihnen vorliegenden Vorstoss geht es um ein Thema, mit welchem ich selber Erfahrungen gemacht habe. Ich konnte vor gut zwei Jahren eine Liegenschaft kaufen, welche ich danach sanierte. Unterdessen ist diese an meine Mutter vermietet. Ich musste mit Schrecken beziehungsweise Genugtuung feststellen, dass die Sanierung einer vermieteten Liegenschaft ebenfalls abzugsberechtigt ist. Ich hatte diese nicht gekauft, um etwa Steuern zu optimieren oder dergleichen, musste aber feststellen, dass man alle Sanierungskosten von den Steuern abziehen kann. Nun gut, ich freute mich, als ich dies feststellte. Allerdings war ich negativ überrascht, als ich die definitive Steuerveranlagung erhielt. Ich musste feststellen, dass mir ein zusätzlicher Abzug gewährt worden war. Bei einem Einkommen von über 150 000 Franken pro Jahr erhielt ich einen Abzug für ein besonders tiefes Einkommen. Wie konnte es dazu kommen? Nebstdem, dass ich Pauschalabzüge vornehmen konnte, weil ich drei Kinder habe und verheiratet bin, kamen Abzüge im Zusammenhang mit der Sanierung der Liegenschaften hinzu. Dies führte

dazu, dass mein steuerbares Einkommen so tief sank, dass mir noch ein Sozialabzug gewährt wurde. Dank dieses Sozialabzugs sparte ich etwa 500 bis 600 Franken an Steuern. Ich habe nicht mehr nachgeschaut und den Betrag nicht mehr genau im Kopf. Deshalb wollen Sie mich bitte nicht zu sehr behaften, aber es geht um einen Betrag in dieser Grössenordnung. Bei dem von der Verwaltung angegebenen Maximalsatz hiess es, er betrage rund 3000 Franken. Allerdings bezieht sich diese Berechnung auf zwei Kinder, ich habe aber drei. Der Sondersozialabzug kann daher durchaus höher ausfallen, das heisst das steuerbare Einkommen wird noch tiefer als die festgelegte Limite. *(Le président agite sa cloche.)*

Als ich die Antwort der Regierung las, kamen mir beinahe die Tränen. In dieser wird nahegelegt, wie sehr ich in diesem Jahr wirtschaftlich unten durch gehen musste, weil ich effektiv Auslagen hatte. Ich kann Ihnen sagen, dass ich mich während dieses Jahres überhaupt nicht eingeschränkt hatte, aber den Sozialabzug trotzdem erhielt. Weshalb? Dies ist ganz einfach: Die Sanierung der Liegenschaft war vollständig von der Bank finanziert und ich konnte noch ein wenig Eigenkapital einschiessen. Wie erwähnt, gab es keine Einschränkung, und nichtsdestotrotz holte der Staat Bern den eben genannten Betrag nicht bei mir ab beziehungsweise schenkte mir diesen. Wie will man damit umgehen? Will man dies akzeptieren? Die Regierung legt nun noch dar, dass dieser Abzug in den meisten Fällen gar nicht zum Tragen komme, weil das Vermögen ohnehin zu hoch sei. Ich kann Ihnen diesbezüglich auch eine einfache Antwort geben. Jedem von Ihnen, der einmal Vermögen hatte und sich überlegte, wie mit den Steuern umzugehen ist, kann gesagt werden: Geben Sie mir 200 000 Franken und ich kaufe Ihnen eine Liegenschaft für 1 Mio. Franken, welche ich mit der Bank etwas fremdfinanzieren. Zudem liegt der amtliche Wert deutlich tiefer als der Einstands- oder der Kaufpreis. Damit haben Sie plötzlich kein Vermögen mehr. Diese 200 000 Franken bringen Sie locker weg. Daher erstaunt es nicht, dass es sehr viele Leute mit einem guten Einkommen gibt, die aber über ein geringes Vermögen verfügen. Die Frage ist einfach, wie dieses angelegt wird. Aus diesem Grund ist die Antwort der Regierung natürlich nicht stichhaltig. Genau diese Vermögensguillotine wirkte auch bei mir nicht, weil ich dafür eben ein zu geringes Vermögen hatte. Deshalb kam ich in den Genuss des Sozialabzugs, der mir eigentlich nicht zugestanden hätte.

Jetzt stellt sich die Frage, ob man es dabei bewenden lassen will oder nicht. Der Antwort konnte ich entnehmen, dass die Summe zu klein ist, als dass man die Hände aus den Taschen nehmen und etwas anpassen möchte. Ich bin der Meinung, dass der Abzug ungerechtfertigt gewährt wird. Wir sprechen überall über das Sparen und das Einschränken von Leistungen. Man könnte dort ansetzen, wo man unrechtmässig Geld zum Fenster hinausschmeisst, wo dies gar nicht nötig wäre, weil nach dem Giesskannenprinzip vorgegangen wird. Ich bin der Meinung, dass es einer Änderung bedarf und die Sozialabzüge nur noch dann zulässig sein sollten, wenn es nicht durch Liegenschaftsabzüge oder einen Einkauf in die Pensionskasse soweit gekommen ist. Dies können sich notabene nur jene leisten, welche die Möglichkeit dazu haben. Ich bitte Sie, die Debatte seriös zu führen. Ich habe Ihnen mein Beispiel eben genannt und diese Fälle existieren effektiv. Ich weiss nicht, was diese in der Summe ausmachen würden. Ich gehe davon aus, dass wir jährlich über 1 Mio. Franken auf diese Weise ausgeben beziehungsweise nicht einnehmen. Nun bin ich gespannt auf die Diskussion. Ich kann Ihnen bereits jetzt sagen, dass ich die Motion nicht in ein Postulat umwandeln werde beziehungsweise an dieser festhalte.

Le président. Ich habe bisher keine Anmeldungen von Mitmotionären erhalten. Deshalb gehen wir zu den Fraktionsvoten über.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Das Steuergesetz soll angepasst werden und zwar so, dass ein vermögender Steuerpflichtiger, welcher seine Liegenschaft saniert oder sich den Einkauf in die berufliche Vorsorge finanziert hat, nicht von zusätzlichen und damit prinzipiell störenden Sozialabzügen profitieren kann. Die Sozialabzüge, über welche wir hier sprechen, sollen jenen Steuerpflichtigen zu Gute gekommen, welche grundsätzlich nur über ein tiefes Einkommen verfügen – ein tiefes Einkommen, welches sie täglich und andauernd, also auch über alle oder mindestens über viele Veranlagungsperioden hinweg herausfordert. Diesen Überlegungen und diesem Prinzip der betreffenden Sozialabzüge im Steuergesetz kann sich die BDP uneingeschränkt anschliessen. Wir erachten diese Sozialabzüge als richtig, notwendig und gerecht. Gibt es aber ein Steuergesetz, mit welchem jede störende Situation gänzlich ausgeschlossen werden kann, sodass es absolut nie möglich ist, dass jemand in den Genuss steuerlicher Erleichterungen kommt, die er nicht braucht, nicht verdient hat oder die ihm nicht zustehen? Seien wir doch ehrlich! Ein solches

Steuergesetz existiert nicht, nicht nur im Kanton Bern, davon sind wir seitens der BDP auch überzeugt.

Die Regierung lehnt diese Forderung ab. Weshalb? Die Regierung zeigt auf, dass unser Steuergesetz jeden Einzelfall sehr tiefgehend beleuchtet und die Begebenheiten berücksichtigt. Das Steuergesetz berücksichtigt damit auch die Vermögenssituation eines Steuerzahlers, indem das Vermögen beispielsweise im Umfang von 10 Prozent in das massgebende Einkommen eingerechnet wird. So kommen vermögende Personen grundsätzlich nicht in den Genuss von Abzügen für bescheidene Einkommen. Sollte ein solcher Fall doch einmal eintreten, sind die Abzüge für den Liegenschaftsunterhalt oder ein Vorsorgeeinkauf nicht ungesetzlich. Nein, diese sind eben auch im Steuergesetz eingebettet. Der Staat unterstützt also ebenfalls die Eigenverantwortung des Bürgers und sieht deshalb einen Abzug vor. Allerdings betrifft dies nur gerade ein Steuerjahr. Die steuertechnischen Auswirkungen ergeben sich daher nur dann, wenn wirklich auch investiert wurde, sei es in die Liegenschaft oder in die berufliche Vorsorge. In Anbetracht der Beispiele der Regierung sprechen wir ziemlich sicher nicht über viele Fälle. Wenn wir die Beispiele der Motionäre anschauen oder diese anschauen könnten, müssten wir vielleicht die ganze Steuererklärung und sämtliche Punkte dazu auf den Tisch gelegt erhalten, um zu prüfen, ob das Einkommen wirklich nur durch den Liegenschaftsunterhalt oder den Einkauf in die Vorsorge dermassen tief ausfällt, sodass der Sozialabzug für tiefe Einkommen zum Tragen kommt. Wegen Einzelfällen sollte man nicht immer gleich auf das Gesamte schliessen.

Ich habe in verschiedenen Tagblättern nachgeschlagen. Wir haben in diesem Saal verschiedentlich argumentiert, dass unser Steuerveranlagungsverfahren relativ umfassend ist und ziemlich in die Tiefe geht, wenn es um Abzüge, aber ebenso um Aufschläge geht. Weiter könne nicht jeder störend wirkende Einzelfall – einen solchen schliessen wir nicht zu hundert Prozent aus – mit einem zusätzlichen Abzug oder in diesem Fall mit der Streichung eines Abzugs geregelt werden, beziehungsweise es soll oder muss nicht in jedem Fall korrigierend eingewirkt werden. Die BDP schliesst sich deshalb grossmehrheitlich der Meinung der Regierung an und lehnt diese Motion ab.

Hans Kipfer, Münsingen (PEV). Der Motionär will den Automatismus der ungerechtfertigten Sozialabzüge bei den Steuern beseitigen. Die EVP stellt fest, dass dieser unerwünschte Mechanismus existiert. Auch die Regierung bestätigt dies in ihrer Antwort. Ich zitiere: «Tatsächlich können die genannten Abzüge für Liegenschaftskosten, Einkäufe in die zweite Säule etc. dazu führen, dass auch Personen mit grundsätzlich hohen Einkünften in einem einzelnen Steuerjahr ein tiefes steuerbares Einkommen ausweisen.». Zugleich weist die Regierung darauf hin, dass die Vermögensverhältnisse berücksichtigt werden, was mir so richtig zu sein scheint. Gleichzeitig geben wir – wie es auch der Motionär ausgeführt hat – zu bedenken, dass die Vermögensverhältnisse durch verschiedene Faktoren beeinflusst werden. Bei einem Vermögen 0 bis 320 000 Franken ist es weiterhin möglich. Wie erreiche ich ein Vermögen von nahezu 0 Franken? Wir haben es gehört: Es bestehen verschiedene Möglichkeiten im Bereich der Hypotheken. Wie auch immer. Uns scheint als Fazit, dass hier effektiv eine Motionsforderung vorliegt, welche es zu unterstützen lohnt. Wir bitten den Regierungsrat, Wege zu finden, um den ungerechtfertigten Sozialabzug abzulösen. Im Bereich der Prämienverbilligungen haben wir eine ähnliche Frage gehabt. Dort hat man Wege gefunden, eine saubere Berechnung aufzustellen, welche gewisse Dinge ausschliesst. Wir sind der Meinung, dass dies auch hier herausgefunden werden kann. Deshalb unterstützen wir die Motionsforderung.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Ich spreche nicht als Mitmotionär, weil unsere Fraktion die Motion von Patric Bhend erfreulicherweise geschlossen in der Motionsform unterstützt. Auch wir sind der Überzeugung, dass damit sicher nicht unendlich viel mehr Steuergelder eingenommen werden können. Es betrifft einzelne Fälle und auch keine Unsummen. Wir sind aber der Überzeugung, dass wenn schon Abzüge gewährt werden, diese nicht Leuten zu Gute kommen sollen, welche sie nicht nötig haben. Wenn man einen Sozialabzug für tiefe Einkommen schafft, sollte dieser nicht als Steueroptimierung zum Tragen kommen, wenn man eine Liegenschaft gekauft oder saniert oder sich in die berufliche Vorsorge einkauft hat. Für uns geht es noch weiter: Wir haben bereits in verschiedenen Vorstössen immer die Menge an Abzügen in Frage gestellt. Wir haben uns stets für eine Vereinfachung des Steuersystems eingesetzt, eine Streichung von Abzügen und stattdessen eine Senkung der Steueranlage für alle. Könnte man im Zusammenhang mit diesem Vorstoss das Steuergesetz debattieren, fände man vielleicht noch andere Abzüge, welche sich vereinfachen oder

streichen lassen, sodass sich das Steuersystem effizienter, kostengünstiger und für alle fairer gestaltet. Aus diesem Grund stimmen wir diesem Vorstoss zu.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Auf den ersten Blick erscheint diese Motion noch sympathisch. Bei genauerer Betrachtung schwindet diese Sympathie jedoch ziemlich schnell. Aus steuerlicher Sicht sollte die Leistungsfähigkeit der Steuerpflichtigen besteuert werden. Das heisst, dass Personen mit einem tiefen Einkommen unterdurchschnittlich und solche mit einem höheren Einkommen überdurchschnittlich besteuert werden. Wenn jemand eine Geschäfts- oder eine Privatliegenschaft sanieren muss, führt dies wirtschaftlich gesehen tatsächlich zu einer tieferen Leistungsfähigkeit. Weshalb eine solche tiefere Leistungsfähigkeit anders behandelt werden soll als bei einer Person, welche über keine Liegenschaft verfügt, ist für uns nicht nachvollziehbar. Auch bei Personen, welche keine Liegenschaft besitzen, kann es vorkommen, dass sie vorübergehend ein tieferes Einkommen erzielen, beispielsweise wenn eine Weiterbildung absolviert, ein Sabbatical bezogen wird oder infolge von Arbeitslosigkeit. Konsequenterweise dürften auch in solchen Fällen keine Sozialabzüge vorgenommen werden. Oder weshalb soll ein Liegenschaftsbesitzer anders behandelt werden als Personen, welche keine Liegenschaften haben?

Der Einkauf in die Vorsorge kommt überdurchschnittlich oft bei Inhabern von KMU-Betrieben oder Einzelfirmen vor. Diese können sich den Anschluss an die Pensionskasse oft, vor allem wenn sie sich in der Startup-Phase befinden, nicht leisten. Sie holen dies aber später nach, wenn die Ertragssituation besser ist. Während also aus Sicht der Motionäre bei normalen Angestellten die jährlichen Beiträge an die Pensionskasse bei der Berechnung der Sozialabzüge berücksichtigt werden sollen, ist dies bei Leuten stossend, die dies nachholen. Dies ist aus unserer Sicht eine Ungleichbehandlung, welche sich weder steuersystematisch noch mit sozialen Argumenten begründen lässt. Die SVP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss grossmehrheitlich ab.

Daniel Wyrsh, Jegenstorf (PS). Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist es natürlich unbestritten, dass wer seine Liegenschaften saniert oder in die Pensionskasse einbezahlt, in Einzelfällen nicht noch den zusätzlichen Sozialabzug erhalten soll. Diese Praxis ist wirklich stossend, obwohl sie – wie wir bereits festgestellt haben – nicht sehr häufig vorkommt. In der Fraktion haben wir über den genauen Wortlaut dieser Motion diskutiert. Ein paar Fraktionsmitglieder waren nicht begeistert, weil die Formulierung teilweise offen gehalten ist. Unserer Fraktion ist es aber wichtig festzuhalten, dass man keine Änderung bei den Abzügen für Personen in bescheidenen Verhältnissen will. In der Grundidee sollen diese genau gleich bleiben wie bis anhin. Dementsprechend werden wir sehen, wie die Gesetzesänderung im Detail formuliert ist. In der Folge stimmt nicht die ganze Fraktion der Motion zu, aber eine grosse Mehrheit.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion hat diesen Vorstoss intensiv diskutiert. Wir haben grosse Sympathie für dieses Anliegen und unterstützen es. Dies, weil für uns klar ist, wer Abzüge vornehmen kann. Bei der Sanierung von Liegenschaften oder dem Einkauf in die berufliche Vorsorge ist ein gewisser Spielraum vorhanden. Meistens handelt es sich um Fälle, bei welchen ein gewisser Gestaltungsspielraum in Bezug auf den Zeitpunkt solcher Investitionen möglich ist. Der von Kollege Bhend geschilderte Fall zeigt sehr deutlich, dass hier Lücken vorhanden sind und Handlungsbedarf besteht. Für uns als Grüne ist die Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit, einem Grundsatz des Steuergesetzes, sehr wichtig. Allerdings – und dies ist uns ein wichtiges Anliegen – sollen jene, welche über Spielräume verfügen, nicht davon Gebrauch machen können, um zu Abzügen zu kommen, welche nicht für sie gedacht sind. Für uns ist der vorliegende Vorschlag sehr präzise anzuschauen, das heisst nur im konkreten Fall. Die anderen Sozialabzüge, welche wirklich für jene Leute vorgesehen sind, welche diese benötigen, halten wir für wichtig. Diese sollen beibehalten werden, und wir möchten diese auch nicht antasten.

Das Steuergesetz wird in den nächsten Monaten auf jeden Fall diskutiert werden, zwar nicht anlässlich dieser Motion beziehungsweise momentan noch nicht, weil diese noch nicht überwiesen worden ist. Weil das Steuergesetz auf jeden Fall angeschaut wird, ist es für uns der richtige Zeitpunkt, dieses Anliegen vertieft zu prüfen. Die Antwort der Regierung zeigt zwar auf, dass es sich nicht um dermassen viele Fälle handelt, aber trotzdem stossende Fälle existieren. Dies muss vertieft angeschaut werden.

Zum Fazit: Die grüne Fraktion unterstützt das Anliegen in jedem Fall als Postulat. Bei der Motion sind wir nicht einstimmig einer Meinung. Es gibt Leute, die die Motion unterstützen werden, während andere skeptischer sind, weil die Formulierung etwas vage ist. Für uns ist es, wie erwähnt,

wichtig, dass die Grundsätze des Steuergesetzes respektiert werden und dass man, wenn es wirklich nur den Einzelfall Bhend gäbe, sich die Frage stellen müsste, ob sich eine Revision dafür lohnt. Die Regierung entkräftet dies jedoch nicht. Es kann also durchaus weitere Fälle geben. Insofern sind wir doch der Meinung, dass genauer hingesehen werden muss. Die Antwort der Regierung reicht nicht aus. Deshalb braucht es eine vertiefte Prüfung.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Auf den ersten Blick scheint die Motion sympathisch. Dies war mit ein Grund, weshalb ich mich für die Bekämpfung des Missbrauchs verwenden liess. Jetzt habe ich genauer hingesehen. Gemäss den Argumenten der Regierung ist der Missbrauch nicht so gross, wie es auf den ersten Blick den Anschein machte. Die FDP hält diese Abzüge für gerechtfertigt, weshalb das Steuergesetz hier nicht angepasst werden muss. Die Regierung hat es aufgezeigt, und es ist auch von den Vorvotanten dargelegt worden, dass jedermann Abzüge vornehmen kann, wenn er grössere Auslagen, Investitionen tätigt oder eine Ausbildung macht. Dies ist auch für Liegenschaftsbesitzer so im Gesetz vorgesehen. Die FDP wird dieser Motion mehrheitlich nicht zustimmen und sich der Empfehlung der Regierung anschliessen.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Mir ist es beinahe so ergangen wie Hans-Jörg Pfister. Wir von der EDU sind uns auch nicht ganz einig. Ich bleibe aber dabei und unterstütze die Motion; die grosse Mehrheit der EDU wird dies wahrscheinlich nicht tun.

Le président. Wir haben alle Fraktionsvoten gehört und kommen zur ersten Einzelsprecherin.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich gehöre zu jenen unserer Fraktion, welche dieser Motion skeptisch gegenüberstehen, und zwar, weil diese, liest man den Text ganz genau, durch die konkrete Formulierung einen negativen Nebeneffekt hat. Sie ist für jene Menschen verhängnisvoll, welche eben tatsächlich ein tiefes Einkommen haben und auf den Sozialabzug angewiesen sind. Die Motion, so wie sie formuliert ist, beseitigt eben nicht nur den beschiedenen Missbrauch. Darin, dass dieser beseitigt werden soll, sind wir uns alle einig. Ich bin ebenfalls ganz dafür und dies ist unbestritten. Das Problem besteht darin, dass diese Motion weitergeht. Man schüttet quasi das Kind mit dem Bade aus, weil die Motion die Steuerabzüge generell betrifft. Diese Motionsforderung bedeutet konkret, dass etliche Familien oder Einzelpersonen mit tiefem Einkommen, welche bisher dank der mir gerechtfertigt erscheinenden, normalen Steuerabzüge wie Kinderbetreuung, Berufskosten, Aus- und Weiterbildungskosten und Auslagen wegen Behinderung beim steuerbaren Einkommen unter das Limit von 15 000 oder von 20 000 Franken kamen. Können Sie diese Abzüge nicht mehr vornehmen, läge ihr steuerbares Einkommen darüber, sodass sie den Sozialabzug nicht mehr erhielten. Es besteht die Gefahr, dass man durch die Hintertür die Hürde für den Sozialabzug zulasten der Menschen mit tiefen Einkommen erhöht. Aus diesem Grund werde ich diese Motion ablehnen. Es bedarf aber klar eines neuen Vorstosses, welcher besser formuliert ist und definiert, dass nur bestimmte Abzüge als missbräuchlich oder stossend zu bezeichnen sind und nur jene für den Mechanismus gelten. Ich würde ein Postulat unterstützen, sollte sich der Motionär doch noch erweichen lassen, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Ich bin nur deshalb nach vorn gekommen, weil mich die Voten von Frau Gyax und Herrn Müller etwas in die Nase gestochen haben. Erkennt man einen Fehler in einem System und rechtfertigt diesen quasi – übrigens hat das System noch mehr Fehler –, halte ich diesen Ansatz für falsch. Findet man einen Fehler, sollte man diesen korrigieren, selbst wenn noch mehr Fehler vorhanden sind. Oder aber man lässt in Zukunft alle Fehler stehen. Diese Begründung finde ich etwas eigenartig. Was den Einkauf in die Pensionskasse betrifft, lieber Mathias Müller, handelt es sich um einen überobligatorischen Betrag, den man nach drei Jahren wieder herausnehmen und damit Steueroptimierung betreiben kann. Mit anderen Worten: Mit einer Steueroptimierung oder einer möglichen Steueroptimierung löse ich automatisch eine weitere Steueroptimierung aus! Dies kann wohl nicht das Ziel sein! Geld einzuzahlen, sich einzukaufen, dieses Geld nach drei Jahren zu einem reduzierten Steuersatz herauszunehmen und deswegen noch den automatischen Abzug zu erhalten, dies finde ich extrem stossend.

Zu Frau Grossrätin Marti: Die Details können im Rahmen einer allfälligen Diskussion hier im Rat festgelegt werden. Es trifft nicht zu, dass dieser Mechanismus – Ihren Ausführungen entsprechend – in Stein gemeisselt wäre.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Ich trete nur wegen des Votums von Frau Grossrätin Marti ans Rednerpult. Von Missbrauch braucht man hier nicht zu sprechen! Dies hat nichts mit Missbrauch zu tun! Nicht, weil jemand das Steuergesetz normal anwendet, begeht er einen Missbrauch. Nur, damit dies klar ist. Wenn jemand das Steuergesetz normal anwendet, wird seitens der SP immer gleich von Missbrauch gesprochen. Dies hat aber nichts mit Missbrauch zu tun!

Le président. Es liegen keine weiteren Anmeldungen vor. Deshalb erteile ich das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, directrice des finances. Unser Steuergesetz – und dies haben wir nun ein paar Male gehört – sieht für Personen in bescheidenen Verhältnissen einen zusätzlichen Sozialabzug vor. Ob und in welchem Umfang dieser Abzug gewährt wird, wird mittels einer Formel ermittelt, welche verschiedene Elemente berücksichtigt. Zum einen wird das steuerbare Einkommen betrachtet, zum anderen das steuerbare Vermögen und als dritter wichtiger Punkt werden die Familienverhältnisse berücksichtigt. Dort wird angeschaut, wie viele Kinder vorhanden sind und ob noch für diese gesorgt werden muss oder nicht. Ich möchte nicht im Detail auf diese Berechnungsweise eingehen. Entscheidend ist, dass dieser Abzug nicht allein vom steuerbaren Einkommen abhängt. Das steuerbare Einkommen kann – wie von den Motionären richtig ausgeführt – durchaus auch bei einer Person in wirtschaftlich guten Verhältnissen in einzelnen Jahren tief ausfallen, so beispielsweise wenn Liegenschaften aufwändig saniert oder grössere Einkäufe in die Pensionskasse getätigt werden und infolgedessen hohe Abzüge auf dem Einkommen gemacht werden können. Beim Abzug für Personen in bescheidenen Verhältnissen wird gerade deshalb nebst dem steuerbaren Einkommen immer auch die Vermögenssituation mitberücksichtigt. Wirklich vermögende Personen kommen also nicht in den Genuss dieses zusätzlichen Abzugs, ungeachtet dessen, wie tief das steuerbare Einkommen ausfällt. Aus diesem Grund lehnt der Regierungsrat diese Motion ab. Denn das Anliegen ist eigentlich bereits erfüllt. Dass es vielleicht einen Einzelfall geben kann, ist durchaus möglich. Dieser müsste genauer geprüft werden. Zu Beginn der Diskussion wurde auch erwähnt, dass wir wohl nie ein Gesetz haben werden, welches alles ausschliesst. Man muss sich fragen, ob es wirklich angesagt ist, wegen eines Einzelfalles alles infrage zu stellen und einen hohen Verwaltungsaufwand zu betreiben. Der Regierungsrat lehnt diese Motion klar ab und bittet Sie, dies ebenfalls zu tun.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Das Problem besteht, aber es ist ein Spatz. Eben habe ich die Kanonen gehört, die auf diesen Spatz geschossen haben. Alles wird infrage gestellt! Es wäre offenbar verhängnisvoll, diese Abzüge plötzlich nicht mehr vornehmen zu können, als ob man dann nicht mehr überleben könnte! Für mich ist die Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit entscheidend. Alles andere, was dieser entgegenwirkt, ist – wie ich es in meiner Motion beschrieben habe – ungerechtfertigt. Die Diskussion hat es gezeigt: Es ist unbestritten, dass in diesem Bereich ein Problemchen oder ein Problem, wie gross dies auch immer sein mag, vorliegt. Ich gebe Ihnen Recht, dass es sich nicht lohnt, allein wegen des Umfangs dieses Problems das Steuergesetz zu öffnen. Wie es mein Vorredner von der glp ausgedrückt hat, handelt es sich um eine Ungerechtigkeit. Die Frage ist also, ob man dieses Problem beheben will, wenn man es schon sieht und ohnehin eine Gesetzesrevision ansteht. Dies erlaubt genau jene Probleme zu lösen, vor welchen man auf meiner Seite so grosse Angst hat. Ich spreche nicht über die Fremd- und Drittbetreuungsabzüge für Kinder, die dazu führen können, dass man den Sozialabzug erhält. In diesen Fällen ist die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit effektiv eingeschränkt. Nur, damit wir dies hier klar deponiert haben.

Ich spreche ausschliesslich über die ungerechtfertigten Abzüge. Weshalb soll dies bei den Steuern nicht möglich sein, wenn man es bei der Krankenkassenprämienverbilligung vor ein paar Jahren bemerkt und die beiden entsprechenden Punkte herausgenommen und das Problem gelöst hat? Es tut mir leid, aber ich verstehe die Welt nicht! Ich fühle mich hier als Gewählter verantwortlich, für etwas mehr Gerechtigkeit zu sorgen. Nun haben wir bei einem Punkt festgestellt, dass dieser nicht hieb- und stichfest ist. Dennoch schaut man tatenlos zu, obwohl man das Gesetz ohnehin revidieren wird. Ich werde dieses Anliegen in die Gesetzesdebatte einbringen, fände es aber sinnvoller, diese Motion zu überweisen. Dies würde der Verwaltung erlauben, eine saubere Arbeit zu machen, anstatt dass ich einen etwas handgestrickten Gesetzestext vorlege. Sie haben dann alle Möglichkeiten, im Rahmen der Gesetzesdebatte nochmals zu entscheiden, ob es das ist, was Sie wollen, also die Ausnahmen und stossenden Fälle, von welchen wir gehört haben, auszuschliessen.

Ich bitte darum, diesen Auftrag zu erteilen. Das Gesetz wird ohnehin revidiert und ich bringe das Anliegen sowieso nochmals vor. Es wäre klüger, seriös vorzugehen, anstatt dass ich den Text irgendwo aus der Tasche ziehen muss.

Le président. Wir sind am Ende der Debatte über diese Motion und kommen zur Abstimmung. Wer die Motion Bhend unterstützen will, stimmt ja, wer diese ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 74

Non 75

Abstentions 2

Le président. Sie haben die Motion abgelehnt.